

DIAGNOSTIC DU DISPOSITIF NATIONAL D'ÉVALUATION (DNE)

SEPTEMBRE 2025



ISBN : 92 – 9133 – 197- X



pasec
Programme d'analyse des systèmes
éducatifs de la confemen

AVANT-PROPOS

L'évaluation des apprentissages constitue aujourd'hui un levier essentiel pour améliorer la qualité et l'efficacité des systèmes éducatifs. Consciente de cet enjeu majeur, la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) a engagé, depuis sa 51^{ème} session ministérielle tenue à Maurice en octobre 2004, une dynamique ambitieuse visant la mise en place et le renforcement des Dispositifs Nationaux d'Évaluation (DNE) dans États et gouvernements membres.

Dans ce cadre, la CONFEMEN, à travers son Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC), a initié et coordonné la conduite par un consortium d'experts de diagnostics approfondis des DNE dans treize pays participants à l'évaluation PASEC2024 dont le Burundi. Ce diagnostic a été possible grâce au soutien précieux de l'Agence Française de Développement (AFD). Il a permis l'identification précise des forces, faiblesses et opportunités du dispositif d'évaluation à grande échelle des apprentissages, afin d'en renforcer significativement la fonctionnalité et l'efficacité.

Le présent rapport du diagnostic a été produit à cet effet et validé par le pays. Ce rapport présente les résultats et comporte une stratégie de renforcement du DNE assortie d'un plan d'action pour la mise en œuvre de cette stratégie.

Nous espérons que ledit rapport servira non seulement d'outil stratégique aux décideurs politiques, aux acteurs et partenaires éducatifs, mais aussi qu'il stimulera une collaboration renforcée et un échange fructueux d'expériences et de bonnes pratiques au niveau du pays. La synergie d'actions permettra de garantir une

éducation de qualité pour tous à travers des politiques, réformes et pratiques éducatives efficaces, fondées sur une meilleure exploitation des résultats issus des évaluations des apprentissages solides et fiables.

Pr Abdel Rahamane BABA-MOUSSA
Secrétaire général de la CONFEMEN

REMERCIEMENTS

Le présent rapport n'aurait pas été possible sans la précieuse contribution de personnes et de partenaires de l'éducation. L'équipe du PASEC tient à souligner leur appui et à les remercier pour le temps et les efforts qu'ils ont consacrés lors de la réalisation du diagnostic et de la finalisation de ce rapport.

L'équipe du PASEC tient particulièrement à remercier les membres de l'équipe nationale PASEC qui ont aidé à la production du rapport.

Nous apprécions hautement l'accompagnement de M. Feizounam Ouanfio Samuel, Correspondant national de la CONFEMEN et de **M. Bissa Jean Bertrand Bienvenu**, Responsable de l'équipe nationale PASEC lors de la mission relative au diagnostic du DNE, sans oublier les contributions de l'équipe du ministère en charge de l'Éducation lors de la mission de finalisation du rapport.

Pour la production du rapport

Ce rapport a été produit par la CONFEMEN à travers son Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC) dans le cadre de l'appui que le Programme apporte aux pays pour la mise en place et le renforcement de Dispositifs nationaux d'évaluation solides et pour donner suite aux recommandations de la 51^{ème} session ministérielle.

Equipe du PASEC

Hilaire Hounkpodoté,

Coordonnateur

Adama Bologo, Chargé de projet au PASEC pour l'appui aux DNE

Bassile Tankeu,

Chef de la division « Statistiques, analyse des données et études » du PASEC

Labass Lamine Diallo,

Chef de la division « Conception des instruments, collecte des données et renforcement des capacités » du PASEC

Ousmane Birba,

Conseiller technique au PASEC

Seydou Garba Hamidou,

Conseiller technique au PASEC

Tchindebé Berkeunbé,

Conseiller technique au PASEC

Valérie Vinuesa,

Conseillère technique au PASEC

Fatimé Zara Boukar,

Conseillère technique au PASEC

Khady Mbaye Camara,

Assistante administrative principale au PASEC

Penda Seck Fall Diouf,

Assistante administrative au PASEC

Ulrich Tadjou Kenfack,

Attaché de communication au PASEC

Expert/Consultant chargé de la conduite du diagnostic

Guy Romuald Mangawindin OUEDRAOGO

Relecture du rapport :

Professeur Abdoulaye Berté

Edition et mise en page :

Mme Céline Lequeux

Le diagnostic a été possible grâce au financement du programme Knowledge and Innovation Exchange (KIX 21).

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et abréviations	7
Liste des tableaux	8
Liste des figures	8
 INTRODUCTION	 9
 1. Déroulement du diagnostic	 10
1.1. Les activités menées	11
1.2. Méthodologie utilisée	12
1.3. Difficultés rencontrées	14
 2. Résultats du diagnostic	 15
2.1. Cartographie du DNE/structures d'évaluation	16
2.1.1. Objectifs	16
2.1.2. Ancrage institutionnel : état des lieux	17
2.2. Activités réalisées en évaluation	18
2.3. Etat des ressources humaines et des capacités du DNE	19
2.4. Atouts et limites	23
2.5. Besoins en ressources humaines et matérielles exprimés par la RCA	24
2.6. Besoins en renforcement des capacités et en équipements exprimés par le pays	26
 3. Stratégie de mise en place du DNE	 28
3.1. Indications sur la fonctionnalité d'un DNE	29
3.2. Objectifs du DNE	30
3.3. Type d'appui pour la mise en place d'un DNE	30
3.4. Ancrage institutionnel envisageable pour le DNE de la RCA	30
3.5. Architecture organisationnelle du DNE de la RCA	32
3.6. Analyse des forces et faiblesses/points d'amélioration/recommandations	33
3.7. Axes stratégiques et actions prioritaires	35
3.8. Plan d'action de la stratégie et son estimation budgétaire	39
3.9. Les atouts, opportunités, contraintes et risques du projet de mise en place du DNE de la RCA	43
3.10. Mécanisme de coordination et suivi-évaluation	43
3.11. Stratégie de financement de la stratégie et du plan d'action	45

CONCLUSION 46

Annexes : 47

Annexe 1 : Liste des documents consultés 47

Annexe 2 : Liste des structures contactées 47

Annexe 3 : Listes des représentants des PTF interviewés
(Nom prénom, profil /poste, structure) 48

Annexe 4 : liste des responsables et acteurs des services du
Ministère de l'Education Nationale interviewés 49

Annexe 5 : Grille d'analyse documentaire 50

Annexe 6 : Guides d'entretiens auprès des PTF 50

Annexe 7 : Guide d'entretiens avec les responsables
et acteurs du système éducatif 51

Sigles et abréviations

AFD : Agence française de
Développement

CN / CONFEMEN : Correspondant
national / CONFEMEN

CONFEMEN : Conférence des ministres de
l'Éducation des États et Gouvernements
de la Francophonie

DECSP : Direction des examens et
concours scolaires et professionnels

DNE : Dispositif national d'évaluation

GCTI : Groupe consultatif technique
indépendant

GLP/E : Groupe local des partenaires
/ de l'Education

GPE : Global Partnership for Education
(Partenariat mondial pour l'Éducation)

PAPSE : Projet d'appui au plan sectoriel
de l'éducation

PASEC : Programme d'analyse des
systèmes éducatifs de la CONFEMEN

PSE : Plan sectoriel de l'Education

PTF : Partenaires techniques et financiers

RCA : République de Centrafrique

RN/PASEC : Responsable national/
PASEC

Liste des tableaux

Tableau 1 : Activités réalisées au cours de la mission en Centrafrique	7
Tableau 2 : Récapitulatif de la cartographie du DNE de la Centrafrique	21
Tableau 3 : Besoins exprimés par la RCA en matière de ressources humaines et matérielles	25
Tableau 4 : Description des besoins en renforcement des capacités et en équipements exprimés par la RCA	27
Tableau 5 : Besoins en appui institutionnel, en ressources humaines, en ressources matérielles pour prendre en charge les points d'amélioration ou les recommandations	35
Tableau 6 : Axes stratégiques et actions prioritaires par axe	37
Tableau 7 : Plan d'action triennal pour la mise en place du DNE de la RCA	41
Tableau 8 : Atouts, opportunités, contraintes et risques	45
Tableau 9 : Pilotage et coordination du DNE	46

Liste des figures

Figure 1 : Ancrage institutionnel envisageable pour le DNE de la RCA	33
Figure 2 : Structuration du DNE	24

INTRODUCTION

Dans le cadre de son plan stratégique 2022-2026, la CONFEMEN nourrit l'ambition d'accompagner les pays pour renforcer l'utilisation des résultats des évaluations des acquis scolaires à large échelle. Il s'agit de faire des évaluations d'envergure nationale, des outils pour éclairer et orienter la mise en œuvre des politiques éducatives à travers les réformes pertinentes et efficaces. D'où la nécessité pour chaque pays de mettre en place un Dispositif national d'évaluation (DNE) fonctionnel et efficace qui puisse fournir des informations fiables aux décideurs, aux acteurs et aux partenaires du système éducatif.

Cette ambition se justifie d'autant plus que, déjà à la 51^{ème} session ministérielle de la CONFEMEN en octobre 2004, les ministres s'étaient engagés à i) faciliter la mise en place de DNE formalisés et disposant de personnels et de moyens adaptés, ii) accompagner les DNE avec les actions de formation nécessaires.

La présente mission s'inscrit dans cette vision. Elle consiste dans un premier temps à réaliser un diagnostic qui permette d'identifier les besoins d'appuis institutionnel, technique et financier dont la satisfaction permettra à la République de Centrafrique (RCA) de disposer d'un DNE fonctionnel et efficace face au défi de promotion des apprentissages suffisants pour soutenir durablement le développement du pays dans un second temps, il s'est agi de proposer une stratégie de mise en place d'un DNE fonctionnel et efficace comportant un calendrier adapté aux constats du diagnostic et aux réalités du contexte centrafricain.

Cette stratégie comprend un calendrier prévisionnel sur lequel le Ministère de l'Education nationale, la CONFEMEN et les Partenaires techniques et financiers (PTF) de l'Education pourront s'appuyer pour mener les interventions relatives à la mise en place du DNE.

1

DÉROULEMENT DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a été réalisé à travers plusieurs activités avant, pendant et après la mission en RCA, conformément à la méthodologie conçue par le PASEC.

1.1 LES ACTIVITÉS MENÉES

En amont de la mission de diagnostic en RCA, nous avons procédé à une collecte d'informations d'abord en ratissant large sur internet, puis sur le site du GPE, dans le but de rassembler un maximum de documents de politiques éducatives en général, et de documents sur les évaluations nationales des apprentissages en Centrafrique, en particulier. A l'aide d'une grille d'analyse documentaire, nous avons réalisé un

premier draft de la cartographie des évaluations nationales des acquis scolaires en Centrafrique.

Concernant la mission en RCA, le tableau ci-après présente les activités réalisées en vue de l'élaboration du diagnostic et de la stratégie de mise en place du DNE.

Tableau 1 : Activités réalisées au cours de la mission en Centrafrique

JOURS	ACTIVITÉS	OBJECTIFS	OBSERVATIONS
04 et 05 novembre	Echanges avec le Correspondant national du CONFEMEN et le Responsable national du PASEC pour la planification des entretiens	Disposer d'un agenda des différentes rencontres prévues	Faible disponibilité de certaines personnes à interviewer
06 novembre	Rencontre avec les représentants de la Banque mondiale	• Présenter les objectifs de la mission et les attentes du diagnostic	Adhésion des deux institutions au projet de mise en place du DNE et engagement à apporter des contributions éligibles dans leurs programmes
	Rencontre avec les représentants de l'UNICEF	• Explorer les contributions possibles des partenaires	
07 au 10 novembre	Analyse des ressources documentaires	Elaborer la cartographie et le diagnostic du DNE	PTF favorables au projet et promesse d'appui
	Analyse des entretiens réalisés avec les PTF	Apprécier la position des PTF par rapport au projet	PTF favorables au projet et promesse d'appui
11 novembre	Rencontre avec les représentants de l'AFD et de l'Ambassade de France	Apprécier la position des PTF par rapport au projet	PTF favorables au projet et promesse d'appui

12 novembre	Rencontre avec les représentants des structures ministérielles en charge de l'évaluation, des statistiques, des politiques éducatives et de la planification	• Elaborer la cartographie et le diagnostic du DNE • Identifier les besoins d'appui • Identifier les axes de la stratégie de mise en place	• Cartographie et diagnostic du DNE mis en exergue • Limites de la RCA dans l'organisation des évaluations nationales identifiées • Besoins d'appui identifiés • Axes de la stratégie de mise en place du DNE dégagés
13 novembre	Restitution des résultats de la mission au CN et au RN	Partager les résultats du diagnostic et des perspectives de la mise en place d'un DNE	• Résultats partagés avec le CN et le RN

A l'issue de la mission en Centrafrique, nous nous sommes attelé à poursuivre la rédaction du rapport de diagnostic et de la stratégie de mise en place d'un DNE, en tenant compte du canevas et des indications complémentaires transmis par le PASEC.

1.2 MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

Au regard des objectifs du diagnostic, le PASEC a défini une méthodologie qui comprend deux principales méthodes de collecte des informations : i) analyse de documents et ii) les entretiens avec les différents acteurs et partenaires du système éducatif.

L'analyse documentaire a porté sur les documents de plans, stratégies et politiques éducatives en général, et sur les documents nationaux relatifs aux évaluations des apprentissages en particulier. Ces différents documents ont été collectés avant et pendant la mission de diagnostic en RCA. Le PASEC y a contribué conséquemment. Les documents exploités sont : le Plan sectoriel de l'Education (PSE 2020-2029), le rapport du Groupe consultatif technique indépendant (GCTI, 2023), le Pacte de Partenariat (RCA, 2023) et un autre document intitulé « Analyse du secteur de l'Education de la République centrafricaine, pour une politique de reconstruction du système éducatif, République centrafricaine, UNICEF, IIPE-Pôle de Dakar - UNESCO, 2018 ».

Une grille simplifiée a été élaborée pour l'analyse des documents. Cet outil recense le titre du document, sa nature, ses références complètes et les extraits qui traitent d'évaluations à large échelle en Centrafrique (cf. annexes).

Elles ont eu lieu sous forme d'entretiens semi-directifs en focus-group réunissant des personnels des services du Ministère de l'Éducation nationale et des représentants des PTF pour un consensus minimal autour de la description de l'existant, des défis identifiés, des besoins à combler et des appuis nécessaires souhaités.

L'entretien avec les services du ministère. Ce sont : la Direction générale des Etudes, des Statistiques et de la Planification (DGESP), l'Inspection générale de l'Éducation nationale (IGEN), la Circonscription scolaire de Bangui 1, la Direction des Statistiques, de la Planification et de la Carte scolaire (DSPCS), la Direction générale de l'Alphabétisation et de la Réinsertion scolaire (DGARS), le Service de l'Évaluation (SE-DGESP) et l'Institut centrafricain des Statistiques, et des Etudes économiques et sociales (ICASEES). L'entretien s'est déroulé en présence du Responsable de l'équipe nationale PASEC.

Les PTF qui ont accordé les entretiens sont : la Banque mondiale, l'UNICEF, l'Agence française de Développement (AFD) et l'Ambassade de France en RCA.

Les outils utilisés pour les entretiens étaient des guides d'entretien semi-directif adressés respectivement aux acteurs des services du ministère, aux membres de l'équipe nationale du PASEC, de même qu'aux PTF.

Le centre d'intérêt est resté conforme à la recommandation de la CONFEMEN dans les TDR (p.5) : « Les dispositifs d'évaluation pris en compte dans cette étude ne concernent que la conception, la réalisation et l'analyse des évaluations des apprentissages permettant d'informer les politiques éducatives dans le temps ».

Les buts visés par le diagnostic étaient de :

- définir les différentes missions des dispositifs ou systèmes et les niveaux éducatifs pris en charge par ces institutions (primaire, secondaire, universitaire, etc.) ;
- définir leur rattachement institutionnel (interne au Ministère / externe au Ministère mais avec un lien fonctionnel / rattaché à une institution de recherche, etc.) ;
- décrire les types de profils des agents de ces dispositifs ou systèmes d'évaluation.

La collecte des informations avait pour objectifs de décrire le DNE s'il existe déjà, ou à défaut, d'élaborer tout au moins une cartographie des évaluations à grande échelle réalisées dans le pays hormis les examens scolaires nationaux. Étaient prises en compte les évaluations d'envergure nationale mais non certificatives, ayant plutôt pour fonction d'informer le système sur la qualité des apprentissages en vue d'orienter les politiques éducatives vers un système éducatif plus performant.

1.3 DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Quelques difficultés ont entaché la réalisation des activités du diagnostic du DNE de la RCA. Les principales sont :

- la période de la mission a coïncidé avec des agendas chargés chez certains acteurs et partenaires. Cette situation n'a pas permis par exemple de faire un débriefing au Cabinet ministériel ni au Groupe Local des partenaires ;
- le manque d'un point focal pour soutenir le CN et le RN. Il a contribué à ralentir la dynamique dans la série des rencontres ;
- les fréquents et longs délestages d'électricité et d'internet ont quelque peu affecté la communication et ralenti la progression dans les analyses des entretiens.

2

RÉSULTATS DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic du DNE de la RCA devait, à terme, aboutir à une présentation explicite et exhaustive du dispositif existant. En effet, l'analyse documentaire et les entretiens avec les acteurs et les partenaires visaient à vérifier l'existence d'un DNE en RCA, puis le cas échéant, à identifier les missions qui lui sont assignées, à décrire son champ de compétences, à préciser son rattachement institutionnel, à décrire les profils du personnel du

DNE ainsi que ses interactions aux niveaux sectoriel, national et international.

A l'issue du diagnostic il s'est avéré qu'il n'existait pas un DNE formalisé et fonctionnel en RCA ; toutefois il existe nettement une volonté politique forte d'en créer, avec des objectifs clairement définis et des mécanismes de mise en œuvre ainsi que de financement, qui sont précis, réalistes et réalisables.

2.1 CARTOGRAPHIE DU DNE/ STRUCTURES D'ÉVALUATION

Aussi bien l'analyse documentaire que les entretiens réalisés auprès des acteurs et des partenaires du système éducatif de la RCA ont conduit à déplorer l'absence d'un dispositif formel dédié à l'organisation et à l'exploitation des évaluations nationales des acquis scolaires. Le diagnostic a donc révélé l'inexistence d'un DNE formalisé et fonctionnel en RCA.

Ce constat est confirmé par le Groupe consultatif technique indépendant (GCTI, 2023). Selon le Pacte de Partenariat (RCA, 2023, p.18) « il n'y a pas de mécanismes permanents de production et d'utilisation des données sectorielles » assimilables à un DNE. Certes, on peut noter que la Direction générale de l'Éducation préscolaire, des Enseignements fondamentaux 1 et 2, (des Enseignements fondamentaux, 1 et 2) Secondaire général, du Partenariat et de l'Instruction civique comprend entre autres la Direction des Examens et Concours scolaires et professionnels qui prend en charge l'organisations des évaluations certificatives.

En outre, au sein de la Direction générale des Etudes, des Statistiques et de la Planification (DGESP), il existe un Service de l'Évaluation (SE-DGESP) qui accompagne les évaluations des acquis scolaires non certificatives notamment le PASEC, EGRA et MICS6. Cependant,

en dehors de l'Arrêté n°131/MEN/DIRCAB/DGESP.24 du 06 novembre 2024 portant mise en place de l'équipe nationale du PASEC, il n'existe pas de textes de création d'un DNE avec une organisation, un statut et des objectifs bien définis. Toutefois, l'analyse des documents de politiques du pays, de même que les déclarations des acteurs et partenaires du système éducatif national, permettent de caractériser le DNE envisagé.

2.1.1. Objectifs

La RCA ne dispose pas d'un DNE formalisé et fonctionnel, mais à travers l'analyse documentaire et les entretiens des objectifs transparaissent en filigrane dans la perspective d'un projet de mise en place d'un DNE.

Les objectifs dans les documents de politique :

Le Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE 2020-2029) ; Le rapport du Groupe consultatif technique indépendant (GCTI, 2023)

Le rapport intitulé « Analyse du secteur de l'Éducation de la République centrafricaine. / Pour une politique de reconstruction du système éducatif, en République centrafricaine, UNICEF, IIPE-Pôle de Dakar - UNESCO, 2018 »

L'analyse de ces différents documents permet de dégager les objectifs suivants pour le DNE en projet :

- servir de mécanisme national pérenne d'évaluation des acquis scolaires, pour soutenir le dispositif de pilotage du système éducatif ;
- produire périodiquement des données adéquates pour saisir les informations solides, précises et actualisées sur le niveau de performance du système éducatif ;
- livrer régulièrement des données pour le pilotage de la qualité des apprentissages.

Les objectifs à travers les entretiens : il ressort des entretiens avec les différents acteurs et partenaires de l'éducation que le DNE à mettre en place devra viser les objectifs suivants :

- mettre en place un dispositif pérenne et autonome en charge des évaluations nationales et internationales ;
- réaliser des évaluations nationales dans une périodicité continue pour mettre à la disposition du gouvernement, des informations actualisées et fiables pour l'élaboration des politiques éducatives ;
- valoriser les résultats des évaluations des apprentissages à travers l'exploitation des résultats pour orienter les politiques d'amélioration de la qualité des apprentissages ;
- éclairer et orienter les décisions de planification des actions prioritaires du système éducatif afin d'éviter des solutions globales administrées en « prêt-à-porter » ;
- produire des données actualisées pour soutenir les négociations de financement auprès des bailleurs de fonds ;
- éclairer le gouvernement dans ses actions de développement du secteur de l'éducation ;

- informer les gouvernants, les acteurs et partenaires de l'éducation sur le niveau des acquis scolaires ;
- assurer la diffusion et le partage des résultats des évaluations à l'ensemble des acteurs et partenaires ;
- assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations.

Certes, il n'existe pas de DNE en RCA, mais les décideurs, les acteurs et les partenaires de l'Education ont déjà défini des objectifs clairs et opérationnels dans la perspective de sa création.

2.1.2. Ancrage institutionnel : état des lieux

Quoique la RCA ne dispose pas encore de DNE, il ressort des entretiens que cette structure est placée dans l'architecture organisationnelle du ministère en charge de l'Education nationale, notamment comme une direction technique rattachée à la Direction générale des Etudes, des Statistiques et de la Planification (DGESP), conformément aux orientations du Plan de Travail annuel budgétisé (PTBA).

2.2 ACTIVITÉS RÉALISÉES EN ÉVALUATION

Il ressort de l'analyse des documents et des entretiens que la RCA a bénéficié de quelques évaluations à large échelle qui ont été réalisées pour mesurer le niveau des apprentissages. Les commanditaires qui ont financé ces évaluations sont principalement des organismes internationaux qui ont obtenu l'accord et l'accompagnement de l'Etat à travers le ministère en charge de l'éducation nationale. Les expériences suivantes ont été citées :

- En 2018/2019, une mini-évaluation des aptitudes en lecture dans les petites classes (EGRA) a été réalisée à Bangui, financée et réalisée par la Banque mondiale avec l'accompagnement du Ministère de l'Education nationale. Cette évaluation a aidé à la préparation du Plan sectoriel de l'Education 2020-2029. (GCTI, 2023, p.p.6-7).
- « L'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS6) » réalisée en 2018/2019 comprenant des données sur l'apprentissage, ventilées par âge, sexe, lieu (urbain/rural, région), quintile de richesse, groupe ethnique et handicap (une déclaration solennelle indiquant si l'enfant souffre ou non de troubles fonctionnels). Sur financement de l'UNICEF, elle a été pilotée par l'Institut centrafricain des Statistiques et des Etudes économiques et sociales (ICASEES) avec l'accompagnement technique des ministères concernés, dont le ministère de l'Education nationale.
- L'évaluation PASEC2019 dont les résultats ont été publiés en 2003
- Elle a été conduite par la CONFEMEN à travers le PASEC et avec l'équipe nationale mise en place à cet effet par un arrêté ministériel. Le financement de cette évaluation a été assuré par la Banque mondiale, dans le cadre des accords de partenariat. Les membres de l'équipe nationale proviennent de plusieurs structures en charge des évaluations, de la planification et des statistiques. Le traite-

ment, l'analyse des données, et la rédaction du rapport ont été réalisés par le PASEC. Les résultats obtenus ont été partagés uniquement avec les responsables centraux du ministère et avec les PTF. Les résultats ont été exploités par le ministère qui a entrepris par exemple les actions suivantes : la relecture des curricula, le recrutement annuel de 2000 enseignants du Fondamental 1, destinés à former dans les 20 Centres pédagogiques des préfectures pédagogiques, la restructuration de la cartographie en vue de réduire la taille des secteurs pédagogiques tout en augmentant leur nombre en vue d'un encadrement de proximité, l'intégration à la Fonction Publique d'enseignants déjà formés en vue de doter les écoles, dans un besoin urgent. Pour la participation du pays à l'évaluation PASEC2024, une nouvelle équipe nationale PASEC a été mise en place par l'Arrêté n°131/MEN/DIRCAB/DGESP.24 du 06 novembre 2024.

- Les évaluations EGRA réalisées en 2020 et en 2023, financées et réalisées par la Banque mondiale dans le cadre du Projet d'Urgence de Soutien à l'Education de Base (PUSEB). Elles n'ont pas couvert la totalité du pays, mais ont été voulues larges pour refléter suffisamment les réalités contextuelles de la région de Bangui. Des agents du Ministère de l'Education nationale ont été associés à la validation et à l'utilisation des outils à travers une note du Directeur de Cabinet qui a mis en place une commission circonstancielle pour chaque session. Les résultats n'ont pas été systématiquement partagés au sein du ministère. Les rapports ont servi de documents de travail à la Banque mondiale.

2.3 ETAT DES RESSOURCES HUMAINES ET DES CAPACITÉS DU DNE

En l'absence d'un DNE et dans la perspective de sa création, aussi bien l'analyse des documents que des entretiens révèlent l'insuffisance de ressources financières internes dédiées aux évaluations et une faible capacité institutionnelle et technique pour couvrir les activités de collecte, de traitement, d'analyse et d'exploitation des données. Concrètement, il y a donc une absence d'un budget national, une absence de compétences techniques en termes de ressources humaines pour la conception et l'organisation d'évaluation à large échelle, notamment la conception des outils et de la méthodologie, l'échantillonnage, l'utilisation des outils, la rédaction des rapports, l'usage des logiciels informatiques et statistiques nécessaires au traitement et à l'analyse statistique des données. A cela s'ajoute l'absence de

pratiques d'utilisation des données des évaluations pour le pilotage à travers un service de suivi-évaluation des recommandations issues des évaluations.

En outre, il faut déplorer le manque d'infrastructures pour abriter le siège du projet de DNE, de même que celui de logistiques, d'équipements informatiques et de matériels divers pour le fonctionnement de la structure et la réalisation des évaluations.

Néanmoins, au regard du profil des membres de l'équipe nationale du PASEC, *on a pu constater la présence* de diverses compétences capables de servir dans le DNE envisagé : statisticiens, informaticiens, pédagogues, planificateurs, financiers. Cette équipe pourrait servir de base de départ en prenant bien soin de donner à chacun une formation complémentaire ainsi qu'un matériel adéquat afin qu'il puisse assurer efficacement les tâches du DNE.

POSTES	PROFILS	QUALIFICATIONS
Responsable national (RN)	Directeur général des Études, des Statistiques et de la Planification	Master en Statistiques appliquées/ sciences de l'éducation
Planificateur	Spécialiste en planification, suivi et évaluation des politiques et projets dans le secteur éducatif et social	Master en Statistique appliquée, économie du Développement, Sociologie de l'Éducation.
Pédagogue du secondaire (mathématiques)	Enseignant spécialisé en didactique des maths	CAPES + Formation en didactique des mathématiques
Statisticien du primaire	Statisticien appliqué au suivi-évaluation scolaire	Licence ou master en statistiques
Gestionnaire financier	Économiste ou Financier	Master en Économie/Finance
Pédagogue du primaire (maths)	Enseignant du fondamental1	BAC + ENI + licence en sciences de l'éducation

Informaticien	Analyste, développeur ou ingénieur IT	Licence/Master en Informatique
Statisticien du secondaire	Statisticien spécialisé dans les données scolaires	Licence ou master en Statistiques
Pédagogue du primaire (langue)	Enseignant du Fondamental 1, Expert en pédagogie	BAC + ENI + licence en sciences de l'éducation
Pédagogue du secondaire (langue)	Professeur de lycée Option: lettres modernes, Didacticien	CAPES en Lettres modernes, Licence/master en Sciences de l'Éducation

Tableau 2 : Récapitulatif de la cartographie du DNE de la Centrafrique

DÉSIGNATION / ÉLÉMENTS	SITUATION	COMMENTAIRES/OBSERVATIONS/SOURCE DE VÉRIFICATION
Situation d'existence du DNE	Non	Inexistence d'un texte formelle créant un DNE en RCA Selon le Pacte de Partenariat (RCA, 2023, p.18) « il n'y a pas de mécanismes permanents de production et d'utilisation des données sectorielles » Ce constat est confirmé par le Groupe consultatif technique indépendant (GCTI, 2023). Confirmation faite également par les entretiens Une équipe nationale est mise en place pour les évaluations PASEC et des structures ad' hoc sont mises en place pour accompagner certaines évaluations. On note l'inexistence d'un dispositif national d'évaluation des acquis scolaires
Structure organisationnelle du DNE	Néant	
Existence de structures déconcentrées/décentralisées	Néant	
Ministère/structure de rattachement/Ancrage institutionnel	Néant	Tout comme l'équipe nationale PASEC, le DNE serait placé sous la tutelle institutionnelle du Ministère de l'Éducation nationale et sous la responsabilité administrative de la DGESP

DÉSIGNATION / ÉLÉMENTS	SITUATION	COMMENTAIRES/OBSERVATIONS/ SOURCE DE VÉRIFICATION
Type d'actions réalisées en évaluation (à grande échelle des apprentissages)	Participation à des évaluations nationales et internationales, organisées et financées par des partenaires techniques et financiers (PASEC, EGRA, MICS6)	Ces informations ont été tirées du PSE, du PACTE, du GCTI et des entretiens
Existence d'une politique nationale d'évaluation	Absence d'un référentiel qui définit la politique nationale d'évaluation Une vision de la politique nationale d'évaluation apparaît dans les principaux documents de politiques nationales d'éducation (PSE, PACTE)	Les documents de politiques existants contiennent des orientations qui peuvent être considérées comme les prémices d'une Politique nationale d'évaluation des apprentissages (cadre de référence sur les évaluations des apprentissages): • Le PSE affirme qu'il est important pour la République centrafricaine de développer un dispositif d'évaluation des apprentissages pour guider les décisions de politique éducative et améliorer la qualité du système éducatif actuel (p.217) • Selon le PACTE, « le renforcement de capacité, la définition d'un dispositif de production et d'utilisation des données du secteur dont celles relatives à l'évaluation des acquis des élèves aux niveaux central et régional, ainsi que l'inscription dans le budget national d'une ligne budgétaire dédiée pour financer les actions de production, d'analyse et de dissémination de données qui viendront appuyer la mise en œuvre de la réforme. » (p.19)
Niveau d'intégration du DNE dans le système éducatif et des politiques publiques	Néant	La vision définie dans les documents de politique : • Dans le PSE, il est clairement recommandé la mise en place d'un dispositif d'évaluation des apprentissages dans le but de disposer de données probantes pour éclairer et orienter le pilotage de la qualité de l'éducation • Selon le PACTE, « un dispositif d'évaluation des acquis des élèves sera mis en place dans le cadre du PAPSE II (financement ESPIG et Banque mondiale, agent partenaire). Il permettra de mesurer les effets de la réforme sur les apprentissages ». Il est donc attendu que le DNE serve à mesurer et à évaluer les effets des actions, stratégies et politiques éducatives sur le niveau des acquis scolaires

Fonctions principales du DNE	Néant	En filigrane, des fonctions sont définies dans les documents de politiques (PSE, PACTE, ...) Selon le PACTE, « la réforme est fortement dépendante d'actions et de mesures clés relatives à la production et à l'analyse de données et d'éléments probants pour définir l'opérationnalisation de la réforme et en assurer les progrès ». (p.18). Dans ce même sens, il est vivement préconisé que « les fonctions de production, d'utilisation de données et d'éléments probants soient progressivement inscrites dans le système éducatif centrafricain, du niveau central jusqu'à l'école en passant par les inspections d'académie. C'est grâce à cette réforme que se fera un pilotage éclairé, solide et satisfaisant pour tous ». (PACTE, p.20)
Ressources humaines	Néant	L'équipe nationale du PASEC, compte diverses compétences capables de servir dans le DNE envisagé : statisticiens, informaticiens, pédagogues, planificateurs, financiers... Cette équipe pourrait servir de base de départ en prenant bien soin de donner une formation complémentaire à chacun et le matériel adéquat afin qu'il puisse assurer efficacement les tâches du DNE
Ressources matérielles	Néant	L'équipe nationale du PASEC dispose d'équipements informatiques et de matériels divers pour prendre en charge les premières activités du DNE en attendant un renforcement des capacités.
Budget annuel/ source de financement	Néant	En plus de l'appui financier des partenaires (PARE, financement ESPIG et Banque mondiale et autres partenaires), l'État devra garantir une contrepartie nationale comme ce fut le cas pour l'organisation des évaluations de PASEC2019 et PASEC2024

2.4 ATOUTS ET LIMITES

Le diagnostic a permis d'identifier des atouts forts de la RCA, dans la perspective de la mise en place d'un DNE fonctionnel et efficace.

Atouts :

- un environnement institutionnel favorable : la RCA ne dispose pas de DNE, mais dans les principaux documents de politique tels que le PSE et le PACTE, il existe une volonté politique forte et déclarée d'en créer ;
- les mécanismes de financement ont été déjà prévus dans le PACTE et les PTF se sont engagés à apporter leurs contributions ;
- des objectifs clairs et précis ont été déjà définis pour le futur DNE, notamment ceux consistant à accroître les capacités de pilotage, pour un système éducatif plus performant.
- Le GLPE est une instance forte qui pourra accompagner la mise en place du DNE centrafricain, en apportant les appuis institutionnels, techniques et financiers nécessaires.

Par ailleurs, le diagnostic a permis de constater plusieurs limites dans la perspective de mise en place d'un DNE fonctionnel et efficace.

Limites :

- l'absence d'expertise en conduite des évaluations nationales pour poser les fondations d'un DNE bien conçu ;
- l'insuffisance de ressources financières pour prendre en charge la mise en place et le fonctionnement du DNE ;
- l'insuffisance de ressources financières pour prendre en charge l'organisation régulière des évaluations nationales des apprentissages ;
- l'insuffisance de formation des ressources humaines disponibles pour la prise en charge d'un DNE, notamment l'équipe nationale du PASEC pour commencer ;
- l'insuffisance des capacités logistiques nécessaires au fonctionnement autonome d'un DNE (infrastructures, véhicules, mobiliers, matériels et fournitures de bureau, etc.)
- l'insuffisance d'équipements informatiques pour prendre en charge les différentes activités des évaluations (ordinateurs, serveurs, logiciels, etc.)
- l'absence d'un document de politique nationale d'évaluation des apprentissages qui définit clairement les fondements, les objectifs, les modalités et les champs de compétences des évaluations nationales des apprentissages
- l'absence de documents légaux et réglementaires encadrant l'organisation et l'exploitation des évaluations nationales des apprentissages ;

2.5 BESOINS EN RESSOURCES HUMAINES ET MATÉRIELLES, EXPRIMÉS PAR LA RCA

Le tableau 3 ci-après présente les besoins de la RCA en ressources humaines et matérielles dans la perspective de la mise en place d'un DNE fonctionnel et efficace.

Tableau 3 : Besoins exprimés par la RCA en matière de ressources humaines et matérielles

NATURE DES BESOINS (RESSOURCES HUMAINES/ RESSOURCES MATÉRIELLES)	ACTIONS À MENER PAR LE GOUVERNEMENT DE LA RCA	ACTIONS À MENER PAR LA CONFEMEN
Besoins en logistiques et autres ressources matérielles		
Mise à la disposition d'un bâtiment du DNE (Bureaux, salle de réunion, salle informatique, magasin de stockage ...)	Construire un bâtiment R+1 comportant des bureaux, salle informatique, et magasin de stockage	
Moto pour agent de liaison (01)	Achat d'une moto	
Fournitures de Bureau	Achat de fournitures de bureau	
Mobiliers de bureau : • tables (12) • chaises (12) • armoires (12)	Achat de mobiliers de bureau	
Mobiliers, salle de réunion pour cent (100) personnes : • tables (50) • chaises (100)	Achat de mobiliers pour la salle de réunion	
Mobiliers salle informatique : • tables (20) • chaises (20) • rallonges (10) • tableau de projection (01)	Achat de mobiliers de la salle informatique	
Véhicule de coordination Land Cruiser (01)	Achat d'un (01) véhicule de coordination Land Cruiser (01) (PTF)	

NATURE DES BESOINS (RESSOURCES HUMAINES/ RESSOURCES MATÉRIELLES)	ACTIONS À MENER PAR LE GOUVERNEMENT DE LA RCA	ACTIONS À MENER PAR LA CONFEMEN
Besoins en logistiques et autres ressources matérielles		
Onduleurs (20)	Achat d'onduleurs (20) (PTF)	
Ordinateurs deskop (20) pour le laboratoire informatique		
Logiciels pour traitement, analyse et interprétation des données (Stata, SPSS)		
Ordinateurs portables (10)		
Serveur local (01)		
Micro projecteur (20)		
Imprimante Canon IR (02)		
Fourniture d'accès internet Fly box (05)		
Besoins en ressources humaines		
Mise en place du DNE	La prise des textes de création d'organisation et de fonctionnement du DNE la saisie des textes de création, d'organisation et de fonctionnement du DNE	Mise à disposition d'un Consultant pour accompagner la mise en place du DNE (CONFEMEN)
Cellule technique du DNE	Mise à disposition des ressources humaines selon les profils utiles : - Pédagogues/Didacticiens • Statisticien • Planificateur de l'éducation • Communicateur • Informaticien • Financier	
Renforcement des compétences des personnels du DNE		Formation du personnel du DNE (CONFEMEN)

2.6 BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET EN ÉQUIPEMENTS EXPRIMÉS PAR LE PAYS

Considérant les exigences techniques pour la mise en place et le fonctionnement adéquat du DNE en RCA, le tableau 4 ci-après décrit les besoins en renforcement de capacités et en équipements.

Tableau 4 : Description des besoins en renforcement des capacités et en équipements exprimés par la RCA

Besoins en formation (Domaine et nature)	Objectifs	Acteurs cibles	Périodicité	Responsable institutionnel	Appui technique et financier
Conception des outils	Former les pédagogues à la conception des outils	Pédagogues	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Traitement, analyse et interprétation des données	Former les Statisticiens sur le traitement, l'analyse et l'interprétation des données	Statisticiens	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Logiciels de collecte et de traitement des données	Former les Informaticiens sur les logiciels de collecte et de traitement des données	Informaticiens	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Planification	Former les Planificateurs dans le domaine de l'exploitation des résultats de l'évaluation	Planificateurs	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN

Besoins en équipements informatiques	Objectifs	Quantités	Périodicité	Responsable institutionnel	Appui technique et financier
Onduleurs	Salle informatique	20	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Ordinateurs deskop	Salle informatique	20	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Ordinateurs portables	Services du DNE	10	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Serveur local	Salle informatique	01	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Micro projecteurs	Services du DNE	20	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Imprimantes Canon IR	Services du DNE	02	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Fournitures d'accès internet Fly box	Services du DNE	05	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Rallonges	Services du DNE	10	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN
Tableau de projection	Services du DNE	01	En cas de besoin	Ministère de l'Education nationale	CONFEMEN



STRATÉGIE DE MISE EN PLACE DU DNE

La présente partie porte sur la stratégie à mettre en œuvre pour accompagner la RCA dans la mise en place d'un DNE permettant de répondre aux normes et qui puisse être fonctionnel et efficace.

3.1 INDICATIONS SUR LA FONCTIONNALITÉ D'UN DNE

Sur la base de plusieurs années d'expérience de conduite d'évaluation des apprentissages et des résultats attendus au niveau international, le PASEC considère qu'un Dispositif national d'évaluation (DNE) doit être composé d'une cellule technique, mais aussi d'un comité (conseil), organe politique d'orientation, de partage et de diffusion des résultats.

Caractéristiques de l'équipe ou de la cellule technique

La cellule technique, devrait être organisée selon les principes suivants :

- être pérenne et cumulative ;
- mobiliser des compétences techniques, pédagogiques, sociologiques, psychologiques ;
- faire preuve de compétences en matière de communication ;
- avoir une autonomie scientifique et être en position de publier ses travaux et de discuter d'un programme de travail.
- avoir accès au système statistique ;
- être en lien avec la recherche en éducation ;
- avoir un financement régulier (ligne budgétaire dédiée).

Les ressources humaines spécifiques indispensables à une équipe technique d'un Dispositif national d'évaluation (DNE) doivent être très

précises. Une équipe type doit inclure un responsable de l'équipe technique du DNE, chargé de la coordination et de la gestion opérationnelle globale ; des pédagogues ou didacticiens pour adapter les tests et superviser leur administration ; des statisticiens pour l'analyse et le traitement des données ; un planificateur éducatif pour apporter une expertise approfondie sur le système éducatif ; un communicateur chargé de concevoir les outils de diffusion des résultats ; un informaticien pour la gestion des bases de données et le support technique ; et un financier chargé de la gestion budgétaire et administrative. Chacun de ces rôles exige des qualifications précises et des expériences spécifiques, garantissant ainsi la rigueur méthodologique et l'efficacité opérationnelle des évaluations.

Caractéristiques du comité d'orientation

Composé de parlementaires, de membres de la société civile, d'organisations syndicales, d'autres départements ministériels, etc., le comité d'orientation pourrait :

- être placé à un rang ministériel ;
- couvrir l'ensemble du système scolaire ;
- proposer des évaluations (questions, fréquence, grade, etc.) ;
- examiner la pertinence et le suivi des évaluations ;
- faire le bilan des réformes (redevabilité).

3.2 OBJECTIFS DU DNE

Selon le PASEC, les objectifs généraux et spécifiques d'un DNE formalisé et fonctionnel sont les suivants :

Objectifs généraux :

- fournir des données fiables, et des analyses robustes et pertinents pour soutenir le développement de politiques éducatives efficaces ;
- analyser les résultats des évaluations pour identifier les besoins de réforme ;
- développer les compétences pour des évaluations régulières et fiables ;
- assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations.

Objectifs spécifiques :

- réaliser des évaluations nationales périodiques, des acquis des apprentissages à grande échelle
- développer des standards et indicateurs
- offrir des formations continues
- intégrer les TIC dans la collecte et l'analyse des données

3.3 TYPE D'APPUI POUR LA MISE EN PLACE D'UN DNE

Selon le PASEC, le type d'appui à apporter dans un pays où le DNE n'existe pas se présente comme suit :

1. Conception et implémentation du DNE

- **Objectif** : concevoir et implémenter un DNE.
- **Méthodes** : mener un plaidoyer auprès des décideurs, mettre à contribution l'expertise nécessaire dont celle du PASEC, planifier, mettre en place, assurer la formation initiale des équipes du DNE.

2. Support institutionnel

- **Objectif** : établir une base solide pour les nouvelles structures d'évaluation.
- **Méthodes** : aider à développer des politiques et des procédures pour les opérations des

DNE, intégrer les DNE dans les politiques éducatives nationales, et aligner les objectifs des DNE sur les objectifs de développement éducatif à long terme.

3. Promotion de la culture d'évaluation

- **Objectif** : engager les parties prenantes et les sensibiliser à l'importance de l'évaluation dans l'amélioration
- **Méthodes** : organiser des campagnes de communication, des ateliers de travail avec les éducateurs, les parents, et les décideurs.
- Publier régulièrement les résultats des évaluations pour renforcer la transparence et la confiance dans les processus d'évaluation.

4. Suivi et Soutien continu

- **Objectif** : maintenir une amélioration continue des capacités des DNE.
- **Méthodes** : établir des mécanismes de suivi et d'évaluation des performances des DNE, offrir un soutien continu en termes de formation et de ressources

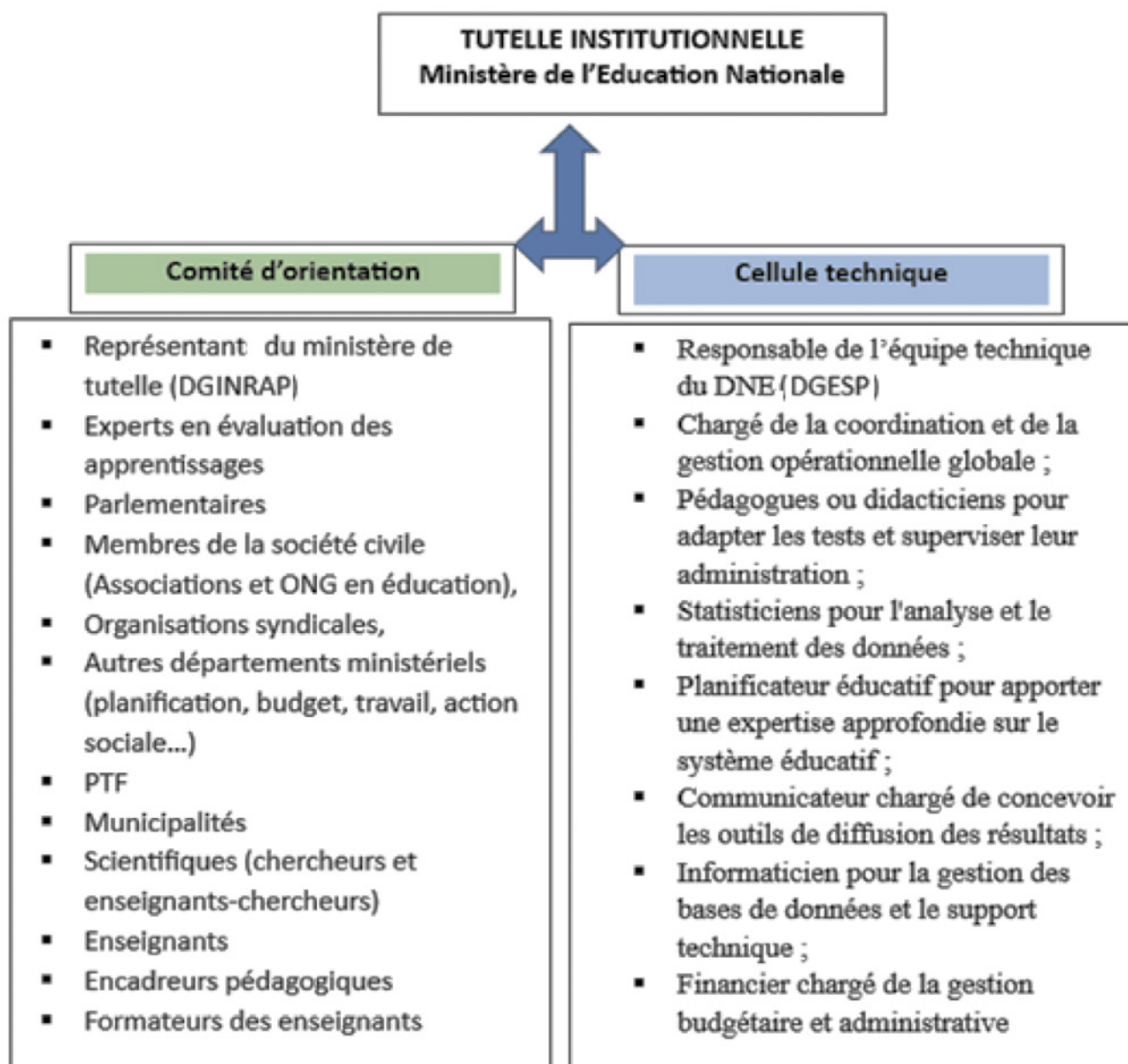
5. Financement et ressources

- **Objectif** : assurer les ressources nécessaires pour la mise en place et le fonctionnement des DNE.
- **Méthodes** : mobiliser des fonds à travers des partenariats internationaux, des subventions gouvernementales, et des collaborations avec des organismes de financement éducatif.

3.4 ANCRAGE INSTITUTIONNEL ENVISAGEABLE POUR LE DNE DE LA RCA

Le processus de mise en place d'un DNE en RCA doit prendre en compte la nécessité d'un rattachement institutionnel pertinent. La figure 1 ci-contre présente une possibilité pour une base institutionnelle.

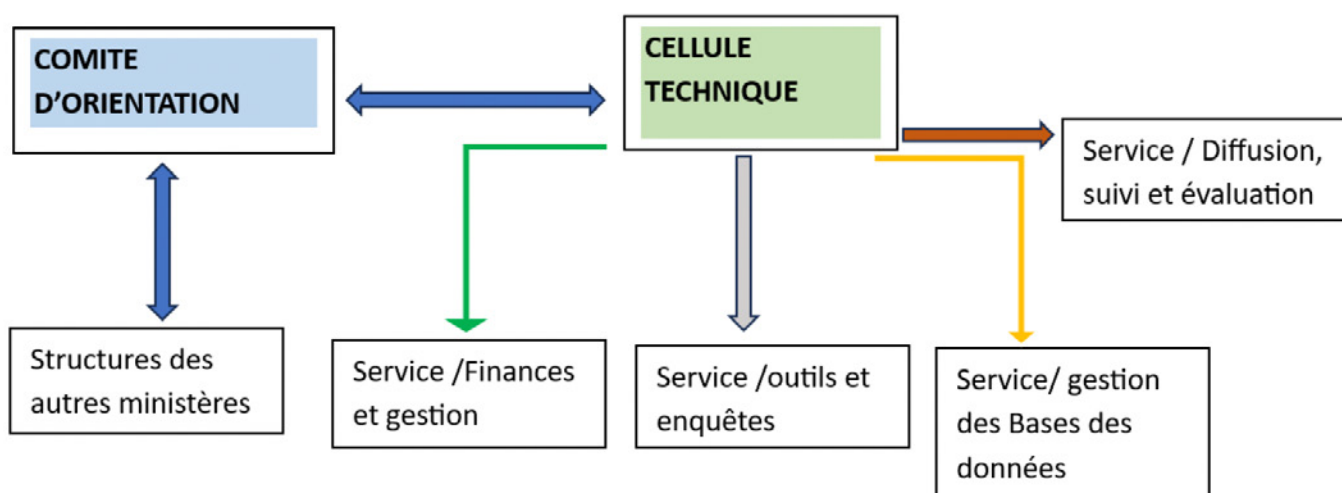
Figure 1 : Ancrage institutionnel envisageable pour le DNE de la RCA



3.5 ARCHITECTURE ORGANISATIONNELLE DU DNE DE LA RCA

Le bon fonctionnement du DNE dépendra de son organisation à travers une définition claire des missions et tâches et une répartition précise des rôles. La figure 2 ci-après présente une organisation possible.

Figure 2 : Structuration du DNE



3.6 ANALYSE DES FORCES ET FAIBLESSES/POINTS D'AMÉLIORATION/RECOMMANDATIONS

Le tableau 5 ci-après présente les besoins d'appuis pour prendre en charge les points d'amélioration portant modification du décret n°100/090 du 28 octobre 2020 portant mission, organisation et fonctionnement du MENRS (article 92) ;

Tableau 5 : Besoins en appui institutionnel, en ressources humaines, en ressources matérielles pour prendre en charge les points d'amélioration ou les recommandations

DOMAINE	POINTS D'AMÉLIORATION	BESOINS	COMMENTAIRES /OBSERVATIONS
Appui institutionnel	• Absence de référentiels de la politique nationale d'évaluation • Absence de textes de création du DNE • Faible culture de l'évaluation	• document de politique nationale d'évaluation des apprentissages (PNE) • textes institutionnels, réglementaires et légaux du Dispositif national d'évaluation (Décret, Arrêté etc.....) • (Ancrage institutionnel fort et forte intégration dans le système éducatif) • financement du Dispositif national d'évaluation par le budget national • plan de communication	• Nécessité d'orienter et d'encadrer les évaluations des apprentissages (nationales et internationales) tout en définissant leurs finalités ; • Nécessité de garantir une force et une couverture administratives et juridiques aux activités et aux résultats des évaluations et aux recommandations qui en émanent ; • Nécessité de garantir la souveraineté et la durabilité de l'institution ; • Nécessité de mobiliser les acteurs et les partenaires pour la prise en charge du financement des évaluations et pour la mise en œuvre des recommandations

DOMAINE	POINTS D'AMÉLIORATION	BESOINS	COMMENTAIRES /OBSERVATIONS
Ressources humaines	Insuffisance ou absence de spécialistes en évaluation apprentissages apprentissage à grande échelle	• Pédagogues spécialistes en conception des outils • Statisticiens spécialistes en traitement, analyse des données • Informaticiens spécialistes des logiciels de collecte et de traitement des données • Planificateurs spécialistes de l'exploitation des résultats et des recommandations de l'évaluation	Nécessité de renforcer les capacités des ressources humaines du DNE pour une autonomie suffisante à moyen terme dans l'organisation des évaluations nationales
Ressources matérielles/ Équipement	Absence de ressources logistiques et matérielles appropriées pour le DNE	Logistiques : infrastructures (siège du DNE :10 Bureaux, 01 salle de réunion de 100 places, 01 salle informatique de 20 postes d'ordinateurs, 01 magasin de stockage de 100m²...), véhicules (auto et moto), mobilier de bureau, mobilier de salle informatique et de salle de réunion Matériels et équipements : Onduleurs, ordinateurs de bureau, ordinateurs portables, serveur, local, micro-projecteurs, imprimantes, accès internet Fly box, fournitures de bureau	Nécessité de renforcer les capacités techniques (logistiques, matérielles et équipements) du DNE pour une autonomie suffisante à moyen terme dans l'organisation des évaluations nationales

3.7 AXES STRATÉGIQUES ET ACTIONS PRIORITAIRES

La mise en place d'un DNE fonctionnel et efficace en RCA nécessite une approche méthodique. Le tableau 6 ci-après présente les axes stratégiques et les actions prioritaires.

Tableau 6 : Axes stratégiques et actions prioritaires par axe

Axe stratégique n°1 : création du Dispositif national d'évaluation			
ACTIONS PRIORITAIRES	RESPONSABILITÉ	ÉCHÉANCE	OBSERVATIONS
Élaboration du document de politique nationale d'évaluation (PNE)	Ministère de l'Education nationale	Court terme	Appui technique du PASEC ou d'un consultant
Texte de création précisant les missions et la structuration du DNE du niveau central au niveau déconcentré	Ministère de l'Education nationale	Court terme	Appui technique du PASEC ou d'un consultant
Nomination du Responsable du DNE	Ministère de l'Education nationale	Court terme	Appui technique du PASEC ou d'un consultant
Affectation et nomination des membres de la cellule technique (spécialistes en statistiques, psychométrie, pédagogiques, sociologiques, psychologiques, et en communication)	Ministère de l'Education nationale	Court terme	Appui technique du PASEC ou d'un consultant
Rédaction des textes de nomination des responsables de la cellule technique et du comité d'orientation	Ministère de l'Education nationale	Court terme	

Axe stratégique n°2 : Renforcement des capacités du DNE en ressources matérielles (dotation du DNE en infrastructures, en logistiques et matériels /équipements)

ACTIONS PRIORITAIRES	RESPONSABILITÉ	ÉCHÉANCE	OBSERVATIONS
Acquisition d'un site pour la construction du siège du DNE	Ministère de l'Education nationale	Court terme (1 an)	
Construction du siège du DNE (bâtiment R+1 comprenant 10 bureaux, 01 salle de réunion de 100 places, 01 salle informatique de 20 postes d'ordinateurs, 01 magasin de de stockage de 100m² ...)	Ministère de l'Education nationale	Court et moyen terme (1 à 3 ans)	
Acquisition de mobilier de bureaux pour le siège du DNE : • Tables (12) • Chaises (12) • Armoires (12)	Ministère de l'Education nationale	Moyen terme (3 à 4 ans)	
Acquisition de mobilier pour la salle de réunion au siège du DNE (pour cent personnes) • Tables (50) • Chaises (100)	Ministère de l'Education nationale	Moyen terme (3 à 4 ans)	
Acquisition de mobilier pour la salle informatique au siège du DNE: • Tables (20) • Chaises (20) • Rallonges (10) • Tableau de projection(1)	Ministère de l'Education nationale	Moyen terme (3 à 4 ans)	
Acquisition de véhicules pour les besoins du DNE : • Moto pour agent de liaison (01) • Véhicule de coordination - Land Cruiser (01)	Ministère de l'Education nationale	Court terme (1 an)	

Acquisition de matériels informatiques pour les besoins du DNE : • Onduleurs (20) • Ordinateurs desktop (20) pour le laboratoire informatique • Ordinateurs portables (10) • Serveur local (01)	Ministère de l'Éducation nationale	Moyen terme (2 à 3 ans)	
Fourniture d'accès internet Fly box (05)	Ministère de l'Éducation nationale	Moyen terme (2 à 3 ans)	
Acquisition de logiciels pour traitement, analyse et interprétation des données (Stata, SPSS)	Ministère de l'Éducation nationale	Court terme	Appui technique du PASEC ou d'un consultant
Acquisition d'équipements complémentaires : • Micros projecteurs (20) • Imprimante Canon IR (02))	Ministère de l'Éducation nationale	Moyen terme (2 à 3 ans)	
Axe stratégique n°3 : Renforcement des capacités du DNE en ressources humaines			
ACTIONS PRIORITAIRES	RESPONSABILITÉ	ÉCHÉANCE	OBSERVATIONS
Formation du personnel permanent au service du DNE, cellule technique nommée : • Pédagogues/Didacticiens • Statisticien • Planificateur de l'éducation • Communicateur • Informaticien • Financier	Ministère de l'Éducation nationale	Court terme (1 à 2 ans)	Appui technique du PASEC
Recyclage du personnel permanent au service du DNE, cellule technique nommée : • Pédagogues/Didacticiens • Statisticien • Planificateur de l'éducation • Communicateur • Informaticien • Financier	Ministère de l'Éducation nationale	Moyen et long termes (3 à 5 ans)	Appui technique du PASEC

Axe stratégique n°4 : mobilisation des ressources financières pour le fonctionnement des DNE et la conduite des évaluations

ACTIONS PRIORITAIRES	RESPONSABILITÉ	ÉCHÉANCE	OBSERVATIONS
Dotation du DNE d'un budget pour son implantation (construction, mobilier, logistique, etc.)	Ministère de l'Education nationale	Court et moyen termes	
Dotation du DNE d'un budget de fonctionnement	Ministère de l'Education nationale	Court et moyen termes	

Axe stratégique n°5 : Promotion de la culture d'évaluation

ACTIONS PRIORITAIRES	RESPONSABILITÉ	ÉCHÉANCE	OBSERVATIONS
Élaboration d'un plan de communication	Comité d'orientation Cellule technique	Court, moyen et long termes (1 à 5 ans)	
Organisation de colloques scientifiques sur les faits saillants des résultats des évaluations	Comité d'orientation Cellule technique	ent	
Suivi-évaluation des performances du DNE	Comité d'orientation Cellule technique	Permanent ent	
Mobilisation de la communauté éducative autour d'activités de valorisation des résultats des évaluations	Comité d'orientation Cellule technique	ent	
Organisation de campagnes de communication, d'ateliers de travail avec les éducateurs, les parents, et les décideurs.	Comité d'orientation Cellule technique	ent	
Publication régulière des résultats des évaluations pour renforcer la transparence et la confiance dans les processus d'évaluation	Comité d'orientation Cellule technique	ent	

3.8 PLAN D'ACTION DE LA STRATÉGIE ET SON ESTIMATION BUDGÉTAIRE

Les différents besoins de la RCA dans la mise en œuvre de son projet de mise en place d'un DNE fonctionnel et efficace ont été organisés dans un plan d'action triennal. Le tableau 7 qui suit offre une proposition de planification des actions suivant une logique de progressivité.

Tableau 7: Plan d'action triennal pour la mise en place du DNE de la RCA

BESOINS • Equipement • Renforcement des capacités • Communication • Production de notes de politiques à l'endroit des décideurs • Etc	ACTIVITÉS / ACTIONS	DESCRIPTION DES DÉPENSES	COÛTS	FINANCEMENT
ANNÉE 1				
Bâtiment siège du DNE (Bureaux, salle de réunion, salle informatique, magasin de stockage ...)	Construction de la première partie (Rez de chaussée d'un bâtiment R+1) pour le siège du DNE (10 Bureaux, 01 salle de réunion de 100 places, 01 salle informatique de 20 postes d'ordinateurs, 01 magasin de stockage de 100m ² ...)	Voir techniciens	PM	Ministère de l'Education nationale
Mise en place du DNE	Mise à disposition des ressources humaines (Personnels du DNE)	Néant		Ministère de l'Education nationale
	Mise à disposition d'un consultant pour la mise en place du DNE	Prise en charge du consultant pour l'appui à la mise en place du DNE		CONFEMEN
	Formation des personnels du DNE	Frais de formation des personnels	PM	Ministère en Charge de l'Education nationale
Elaboration des documents et textes de création du DNE	Ateliers d'élaboration et de validation des documents et textes de création du DNE	Frais d'organisation des ateliers d'élaboration des documents et textes de création du DNE	PM	Ministère de l'Education nationale Ministère en Charge de l'Education nationale

		Prise en charge du consultant pour l'appui à la conception des documents et textes de création du DNE	PM	CONFEMEN
Communications sur le projet de mise en place du DNE	Présentation du projet de DNE et mobilisation sociale	Prise en charge d'une équipe pour des communications lors des instances et des grandes rencontres nationales et dans les inspections académiques sur le projet de DNE	PM	Ministère en Charge de l'éducation nationale Ministère de l'Education nationale
Moto pour agent de liaison (01)	Achat d'une moto pour l'agent de liaison	Voir les services des marchés publics du ministère de l'éducation	PM	Ministère de l'Education nationale
Fournitures de Bureau	Achat de fournitures de bureau	Voir les services des marchés publics du ministère de l'éducation	PM	Ministère de l'Education nationale
Véhicule de coordination Land Cruiser (01)		Achat d'un (01) véhicule de coordination Land Cruiser (01)	PM	Ministère en Charge de l'Education nationale
Onduleurs (20)		Achat d'onduleurs (20)	PM	Ministère en Charge de l'Education nationale
Ordinateurs desktop (20) pour le laboratoire informatique		Achat d'ordinateurs desktop (20) pour le laboratoire informatique	PM	Ministère en Charge de l'Education nationale
Ordinateurs portables (10)		Achat de 10 ordinateurs portables (10)	PM	Ministère en Charge de l'Education nationale
Serveur local (01)		Achat d'un serveur local (01)	PM	Ministère en Charge de l'Education nationale
Micros projecteurs (20)			PM	Ministère en Charge de l'Education nationale

Imprimante Canon IR (02)			PM	Ministère en Charge de l'Education nationale
Fourniture d'accès internet Fly box (05)			PM	Ministère en Charge de l'Education nationale
Logiciels pour traitement, analyse et interprétation des données (Stata, SPSS)			PM	Ministère en Charge de l'Education nationale

ANNÉE 2

Bâtiment siège du DNE (Bureaux, salle de réunion, salle informatique, magasin de stockage...)	Construction de la 2 ^{ème} partie (1 ^{er} étage d'un bâtiment) pour le siège du DNE (10 Bureaux, 01 salle de réunion de 100 places, 01 salle informatique de 20 postes d'ordinateurs, 01 magasin de stockage de 100m ² ...)	Voir les services des marchés publics du ministère de l'Education	PM	Ministère de l'Education nationale
Fournitures de bureau	Achat de fournitures de bureau	Voir les services des marchés publics du ministère de l'Education	PM	Ministère de l'Education nationale
Mobiliers de bureau : • tables (12) • chaises (12) • armoires (12)	Achat de mobiliers de bureau	Voir les services des marchés publics du ministère de l'Education	PM	Ministère en Charge de l'Education nationale
Mobiliers salle de réunion pour cent personnes : • tables (50) • chaises (100)	Achat de mobiliers pour la salle de réunion	Voir les services des marchés publics du ministère de l'Education	PM	Ministère de l'Education nationale
Mobiliers salle informatique : • tables (20) • chaises (20) • rallonges (10) • tableau de projection (01)	Achat de mobiliers de la salle informatique	Voir les services des marchés publics du ministère de l'Education	PM	Ministère de l'Education nationale

Communications sur le projet de mise en place du DNE	Présentation du projet de DNE et mobilisation sociale	Prise en charge d'une équipe pour des communications lors des instances et des grandes rencontres nationales et dans les inspections académiques sur le projet de DNE	PM	Ministère de l'Education nationale
--	---	---	----	------------------------------------

ANNÉE 3

Fournitures de Bureau	Achat de fournitures de bureau	Voir les services des marchés publics du ministère de l'Education	PM	Ministère de l'Education nationale
Communications sur le DNE	Présentation du projet de DNE et mobilisation sociale	Prise en charge d'une équipe pour des communications lors des instances et des grandes rencontres nationales et dans les inspections académiques sur le projet de DNE	PM	Ministère de l'Education nationale

3.9 LES ATOUTS, OPPORTUNITÉS, CONTRAINTES ET RISQUES DU PROJET DE MISE EN PLACE DU DNE DE LA RCA

Dans la perspective de la mise en place du DNE de la RCA, il est important de tenir compte des possibilités et des insuffisances en présence, dans le contexte de la RCA. Le tableau 8 qui suit présente la situation.

Tableau 8 : Atouts, opportunités, contraintes et risques

ATOUTS	DYNAMIQUE INSTITUTIONNELLE TRÈS POSITIVE POUR L'ÉVALUATION AU SERVICE DU PILOTAGE	EXPÉRIENCE DE LA RCA DANS PASEC, EGRA	FORTE MOTIVATION DES PERSONNELS POUR L'INNOVATION (RESPONSABLES ET AGENTS)
OPPORTUNITÉS	Réforme de l'éducation post crise	Existence du GLPE	Existence du PACTE
CONTRAINTES	Besoins importants en ressources financières et matérielles	Besoins en spécialistes pour l'organisation des évaluations	Besoins d'équipements spécifiques et de logistique pour l'organisation des évaluations
RISQUES	Instabilité sociopolitique	Faible mobilisation des ressources financières	Insuffisance des contributions des PTF

3.10 MÉCANISME DE COORDINATION ET SUIVI-ÉVALUATION

Mettre en place un mécanisme de coordination et de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de mise en place du DNE et de son plan d'action nécessite une approche structurée et collaborative. Pour y parvenir, le ministère de tutelle du DNE devra veiller à s'appuyer sur les instances existantes du ministère pour le pilotage de la stratégie à travers :

- le comité d'orientation du DNE pour la coordination politique, la validation des rapports

(un comité de pilotage) : cette cellule sera composée du représentant du ministère de l'Éducation nationale, d'experts en évaluation, de chercheurs et d'enseignants chercheurs, d'enseignants et de parents. Ce comité sera chargé de définir les objectifs, les indicateurs de performance et les méthodes d'évaluation. Il élaborera une feuille de route pour le suivi-évaluation des performances du DNE. Il tiendra des rencontres périodiques ;

- la cellule technique joue le rôle de coordination administrative et technique, de suivi avec des outils et de la production des rapports périodiques ;

- les autres structures des ministères concernées par l'évaluation des apprentissages pour une harmonisation des pratiques avec la vision de la politique nationale d'évaluation.

Pour que des appuis pertinents puissent répondre aux besoins réels de la construction du DNE, il est important d'identifier les domaines-clés et les actions que chaque partenaire devra réaliser ; d'où l'importance de la stratégie de mise en place du DNE assortie d'un plan d'action que la mission a permis de proposer.

Ces dispositions structurelles de pilotage devraient permettre de :

- développer un cadre d'évaluation / Il s'agira pour le ministère d'établir un cadre de référence des évaluations des apprentissages de référence, des évaluations des apprentissages clair qui définit les disciplines, les niveaux d'études et les compétences à évaluer. Il précisera la périodicité des évaluations et les modalités de collecte et d'utilisation des bases de données du DNE ;

- former et sensibiliser : il s'agira de généraliser des sessions régulières de formation pour les enseignants et les responsables éducatifs sur l'importance de l'évaluation et sur l'utilisation des outils mis en place ;

- suivre et ajuster régulièrement : établir un calendrier de suivi pour évaluer l'efficacité du dispositif. Cela peut inclure des revues annuelles des résultats et des ajustements basés sur les données collectées ;

- impliquer toutes les parties prenantes, y compris les enseignants, les élèves, les parents, les collectivités territoriales dans le processus d'évaluation. Leurs retours peuvent fournir des perspectives précieuses.

Le tableau 9 ci-contre présente une synthèse du dispositif de pilotage et de coordination du DNE pour la RCA.

Tableau 9 : Pilotage et coordination du DNE

STRUCTURES / ORGANES	FONCTIONS
Ministère de l'Education nationale / Cabinet	Tutelle institutionnelle et politique
DGESP	Tutelle administrative et technique
Comité d'orientation	Coordination politique, développement d'un cadre d'évaluation (disciplines, niveaux d'études, compétences à évaluer, périodicité des évaluations, modalités de collecte et d'utilisation des bases de données du DNE ...)
Cellule technique	Coordination administrative et technique, production et administration des outils, production et analyse des données, production, publication et analyse des données, production et publication des rapports périodiques, restitution, suivi des recommandations, ...
Les autres structures du ministère de l'Education nationale	Harmonisation des pratiques avec la vision de la politique nationale d'évaluation
Les structures des autres ministères	Mise en œuvre des recommandations, intégration des politiques publiques prioritaires, budget,

3.11 STRATÉGIE DE FINANCEMENT ET DU PLAN D'ACTION

La mise en place du DNE en RCA nécessite une stratégie de financement qui permette au pays de couvrir toutes dépenses à court, moyen et long terme.

La mise en place et le fonctionnement du DNE en RCA relèvent du devoir régalien de l'Etat à travers l'allocation du budget de l'Education. A ce titre, l'Etat doit prévoir annuellement un budget à même de couvrir les dépenses qui lui incombent. Par ailleurs, dans la Charte de Partenariat de 2023, les PTF se sont engagés à soutenir l'Etat dans ses projets de développement de l'Education. Cet engagement implique que les partenaires assurent le financement des activités qui pourront être prises en compte dans leurs projets annuels en éducation.

Dans cette même logique, il apparaît que le financement du DNE a déjà été prévu dans les dispositions suivantes du Pacte de partenariat :

- Le renforcement de capacité, la définition d'un dispositif de production et d'utilisation des données du secteur dont celles relatives à l'évaluation des acquis des élèves aux niveaux central et régional, ainsi que l'inscription dans le budget national d'une ligne budgétaire dédiée au financement des actions de production, d'analyse et de dissémination de données qui viendront appuyer la mise en œuvre de la réforme. (PACTE, p.19)
- La réforme soutenue par l'ensemble des partenaires techniques et financiers s'appuiera sur les actions et initiatives en cours (PACTE, p.21)

CONCLUSION

La mission de diagnostic du DNE de la République de Centrafrique a permis de consolider les informations tirées de l'analyse documentaire avec celles collectées lors des entretiens avec les PTF et les acteurs du Ministère de l'Education nationale en charge des évaluations, de la planification et du financement de l'éducation. Considérant l'architecture institutionnelle et le dispositif de pilotage du ministère, il apparaît que le pays a recours à diverses données pour orienter les politiques éducatives. Parmi ces données figurent les résultats des évaluations nationales et internationales telles le PASEC et EGRA, ou l'étude sociodémographique MICS6. Ces évaluations ne s'inscrivent pas dans un dispositif national commun permettant une lecture continue du niveau des apprentissages scolaires. Toutefois, dans les documents de politique tels le Plan Sectoriel de l'Education et le Pacte de Partenariat qui promeut une réforme du système éducatif, de même que dans les entretiens avec les responsables centraux du Ministère de l'Education nationale, la République de Centrafrique affiche une volonté politique claire et forte de mettre en place un DNE qui servira comme pilier institutionnel destiné à la production de données probantes sur le niveau des apprentissages scolaires et les facteurs qui les influencent. Ces facteurs sont liés aux politiques éducatives, aux caractéristiques des environnements scolaires et aux caractéristiques sociales et individuelles des apprenants. En outre, l'attention sera portée sur les effets des mécanismes de remédiation mis en œuvre pour renforcer les apprentissages. L'analyse des documents de politiques éducatives et des informations tirées des entretiens ont permis, d'une part d'identifier les besoins d'appuis ins-

titutionnels, techniques et financiers pour la mise en place d'un DNE fonctionnel et efficace en République de Centrafrique, d'autre part de proposer une stratégie de mise en place dans une vision holistique du système et dans une approche participative reposant sur une répartition des rôles et des contributions entre l'Etat, la CONFEMEN et les Partenaires Techniques et financiers, d'autre part, de proposer une stratégie de mise en place, dans une vision holistique du système ainsi que dans une approche participative reposant sur une répartition des rôles et des contributions entre l'Etat, la CONFEMEN, les partenaires techniques et financiers. Il incombe aux différents acteurs et partenaires de s'engager et d'apporter leur contribution à la réalisation de ce projet national afin d'améliorer les apprentissages et le pilotage de la qualité de l'éducation.

ANNEXES

Annexe 1 : La liste des documents consultés

- Le Plan sectoriel de l'Education (PSE-2020-2029)
- François ROBERT, 2020, « Rapport définitif de l'évaluation externe du plan sectoriel de l'éducation 2020-2029, de la République centrafricaine en vue de son endossement par les partenaires techniques et financiers »
- Analyse du secteur de l'Education de la République centrafricaine, Pour une politique de reconstruction du système éducatif / République centrafricaine, UNICEF, IIPE-Pôle de Dakar - UNESCO, 2018. ISBN : 978-92-803-2423-5
- Rapport du groupe consultatif technique indépendant (GCTI) intitulé « Évaluation des facteurs favorables, République centrafricaine » |21 juillet 2023 »
- RCA, Pacte de partenariat, « Un enseignement fondamental 1 équitable et inclusif soutenu par des enseignants qualifiés et un système éducatif transformé », Août 2023
- Loi portant orientation de l'éducation nationale n° 97/014 du 10 décembre 1997
- Jacqueline LEVASSEUR, 1996, « L'évaluation nationale des acquis des élèves : Finalités et exploitations », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n°11, p. 101-114 ; <https://doi.org/10.4000/ries.3286>
- Martine LE GUEN, 1991, « L'évaluation des acquis d'élèves : caractéristiques et évolution du dispositif national ». in *L'Orientation scolaire et professionnelle*, volume 20e numéro 1, Mars 1991. Numéro spécial : « L'évaluation individuelle dans ses divers cadres institutionnels ». pp. 39-69;

Annexe 2 : Liste des structures contactées

- Responsables et acteurs du système éducatif centrafricain
 - Direction générale des Etudes, des Statistiques et de la Planification (DGESP) ;
 - Inspection générale de l'Education nationale (IGEN) ;
 - Circonscription scolaire de Bangui 1 ;
 - Direction des Statistiques, de la Planification et de la Carte scolaire (DSPCS) ;
 - Direction générale de l'Alphabétisation et de la Réinsertion scolaire (DGARS) ;
 - Service de l'Evaluation (SE-DGESP) et l'Institut centrafricain des Statistiques et des Etudes économiques et sociales (ICASEES)
- Partenaires techniques et financiers
 - Banque mondiale
 - UNICEF
 - Agence française pour le Développement
 - Ambassade de France

Annexe 3 : Listes des représentants des PTF interviewés (Nom prénom, profil / poste, structure)

• Banque mondiale

- Monsieur Adama OUEDRAOGO, Spécialiste Principal en Education (Whatsapp : +1(202) 251-0642 Email : aouedraogo1@worldbank.org)
- Monsieur Mitterand MADJITA, Spécialiste en Education (whatsapp (+236) 75049802 Email : mmadjita@worldbank.org)

• UNICEF

- Madame Angèle WAKUSOMBA, du Programme Education, assurant l'intérim du chef de section Education
- Monsieur Marcel Richard NDOUTE, du Programme Education (whatsapp (+236) 70924201 Email : mmdoute@unicef.org)

• Ambassade de France

- Madame Hélène RAVAIL, Attachée de coopération éducative
Whatsapp : 00236 75095146 Email : helene.ravail@diplomatie.gouv.fr

• Agence Française de Développement (AFD)

- Monsieur Adam AYACHE, Chargé de mission à l'AFD ;
Email : ayachea@afd.fr

Annexe 4 : liste des responsables et acteurs des services du Ministère de l'Éducation nationale interviewés

1	FEÏZOUMAN-OUANFIO	Samuel	Correspondant national	+23675043176	sfeizounamouanfio@gmail.com
2	BISSA	Jean Bertrand Bienvenu	Responsable national	+236 7247 6755	jeanbertrandbissa10@gmail.com
3	GANGUE	Max Mathurin	Pédagogue primaire (Mathématiques)	+236 7550 5675	maxmathieug@gmail.com
4	NGBADEMA née FOULOU	Solange Brigitte	Pédagogue primaire (Français)	+236 7208 8137	nadalybrigitte@gmail.com
5	YAFARA	Axel Pedrin	Statisticien primaire	+236 7225 6972	pedrinyafara2018@gmail.com
6	PANGMBOÏ	Clémentine	Pédagogue Collège (Français)	+236 7269 2105	clementinepangmboi@gmail.com
7	NADJI	Isaac	Pédagogue Collège (Mathématiques)	+236 7206 9206	nadjiisaac69@gmail.com
8	KOSSIFERE	Grâce à Dieu	Statisticien Collège	+236 7218 9281	kgkossiferre@yahoo.com
9	NGANABOY	Maurice	Planificateur	+236 7205 6444	nganaboymau@gmail.com
10	MBAYA MODONGOU	Ephraïm	Informaticien	+236 7244 5058	ephraïmbaya1@gmail.com
11	BERO	Olivier	Responsable financier	+236 7438 9978	bero.olivierso@gmail.com

Annexe 5 : Liste des membres de l'équipe nationale PASEC

NOM PRÉNOM(S)	POSTES/FONCTIONS	PROFILS	QUALIFICATIONS

Annexe 6 : Liste des membres de l'équipe nationale PASEC

TITRE	NATURE (LOI, PLAN, PROGRAMME, STRATÉGIE, RAPPORT, ETC.)	RÉFÉRENCES	EXTRAITS SUR LES ÉVALUATIONS NATIONALES À LARGE ÉCHELLE EN RCA

Annexe 7 : Guides d'entretiens auprès des PTF



CONDUITE DU DIAGNOSTIC DES DISPOSITIFS NATIONAUX D'ÉVALUATION EN VUE DE LEUR RENFORCEMENT

GUIDE D'ENTRETIEN

Réunion de travail avec les Partenaires techniques et financiers

et RN

Objectifs :

Présentation des objectifs de la mission et des attentes du diagnostic.
Contributions attendues des PTF dans la mise en place du DNE

Date :novembre 2024

Horaire :

Bangui / République de Centrafrique

Consultant : Dr Mangawindin Guy Romuald OUEDRAOGO

1. OBJECTIFS DE LA MISSION ET ATTENTES DU DIAGNOSTIC

L'objectif est de mener le diagnostic de la structure d'évaluation ou du dispositif national d'évaluation.

De façon spécifique, il s'agit de :

- définir ou clarifier (selon le cas de figure) les missions du dispositif ou système national
- d'évaluation, son champ de compétences, son rattachement institutionnel ainsi que ses interactions avec les autres directions du ministère de l'Education ou d'autres ministères;
- proposer une stratégie de mise en place (s'il n'en existe pas de façon structurée) ou de renforcement des dispositifs nationaux d'évaluation des pays ciblés, comprenant un calendrier prévisionnel. Cette stratégie pourra à terme constituer l'une des composantes de la politique d'évaluation du pays

2. STRATÉGIE DE MISE EN PLACE DU DNE

Item 1 / La perspective de la mise en place d'un DNE en RCA : quelle opinion ?
Relances / Pertinence, atouts, limites/difficultés

Item 2 / Contributions des PTF à la mise en place du DNE : quelles possibilités
Relances : nature, modalités, périodes

Item 3 / Autres commentaires et suggestions

Annexe 8 : Guide d'entretiens avec les responsables et acteurs du système éducatif



CONDUITE DU DIAGNOSTIC DES DISPOSITIFS NATIONAUX D'ÉVALUATION EN VUE DE LEUR RENFORCEMENT

GUIDE D'ENTRETIEN

Réunion de travail avec les acteurs institutionnels de l'évaluation au niveau pays
(Services des évaluations, Statistique, Planification etc.)

Objectifs :

- Présentation des objectifs de la mission et des attentes du diagnostic.
- Contributions attendues des structures du ministère, dans la mise en place du DNE
- Mise à disposition de documents au consultant

Date :novembre 2024

Horaire :

Bangui / République de Centrafrique

Consultant : Dr Mangawindin Guy Romuald OUEDRAOGO

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET ATTENTES DU DIAGNOSTIC

L'objectif est de mener le diagnostic de la structure d'évaluation ou du dispositif national d'évaluation.

De façon spécifique, il s'agit de :

- définir ou clarifier (selon le cas de figure) les missions du dispositif ou système national d'évaluation, son champ de compétences, son rattachement institutionnel ainsi que ses interactions avec les autres directions du ministère de l'Education ou d'autres ministères;
- proposer une stratégie de mise en place (s'il n'en existe pas de façon structurée) ou de renforcement des dispositifs nationaux d'évaluation des pays ciblés, comprenant un calendrier prévisionnel. Cette stratégie pourra à terme constituer l'une des composantes de la politique d'évaluation du pays

3. STRATÉGIE DE MISE EN PLACE DU DNE

3.1 Objectifs généraux du DNE/SNE en articulation avec la politique nationale dans le domaine de l'évaluation ;

Item 1 / La politique nationale dans le domaine de l'évaluation : place des évaluations dans le système éducatif

Item 2 / En perspective, les objectifs généraux du DNE/SNE (en articulation avec la politique nationale dans le domaine de l'évaluation)

Relances / Importance d'un DNE en RCA, exploitation possible, etc.

3.2 Ancrage institutionnel du DNE/SNE

Item 1 /Ancrage institutionnel du DNE/SNE

Relances / Service de rattachement, coordination, personnels

Item 2 / Formalisation de l'ancrage institutionnel (démarche, étapes, actes, ...)

Relances / Textes administratifs et légaux nécessaires

3.3 Contours d'un plan d'action avec la liste des activités à mener par le pays et/ou la CONFEMEN

Item 1 : Esquisse du contenu du plan d'action

Objectif général				
Objectifs spécifiques				
Objectifs spécifiques Nature des besoins (infrastructures, équipements, formations, ...)	Actions à mener par la RCA pour subvenir à ses besoins	Coûts estimatifs	Actions à mener par la CONFEMEN pour subvenir à ses besoins	Coûts estimatifs

3.4 Définition des profils de postes du DNE/SNE pour son fonctionnement

Item 1 : Postes et profils pour le fonctionnement du DNE

Postes	Profils	Observations (fonctionnaire, contractuel, partenaire...)

3.5 Besoins en formation nécessaires et périodicité

Formation – Domaine et nature	Objectifs	Acteurs cibles	Périodicité	Ministères ou Structures responsables (Fonction publique, Education, Supérieur, ...)	Structures partenaires (ONG, Centre et Instituts de formation, Universités ...)

3.6 Esquisse d'un budget annuel de fonctionnement du DNE/SNE et les stratégies proposées pour son financement.

Besoins • Equipement • Renforcement des capacités • Conduite d'évaluation nationale périodique • Communication • Production de notes de politiques à l'endroit des • décideurs • Etc.	Activités/ Actions	Description des dépenses	Coûts



Complexe Sicap Point E, Immeuble C
3^e étage, avenue Cheikh Anta Diop
BP 3220 Dakar Sénégal
Tél. : +221 33 859 29 79 / 33 859 29 91
Fax : +221 33 825 17 70
pasec@confemen.org
www.pasec.confemen.org



@CONFEMEN

